



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE
CENI

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 023/CENI/2023

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) porte à la connaissance de l'opinion publique que l'audit externe du fichier électoral démarre ce lundi 15 mai 2023, et ce, conformément au Calendrier électoral rendu public le 26 novembre 2022.

À cet effet, la CENI rend public les noms des experts nationaux et internationaux sélectionnés en vue de constituer une mission mixte d'audit externe du fichier électoral.

Il s'agit de :

1. Madame Janet LOVE (Afrique du Sud)

Bien qu'élue Membre du Parlement seulement en 1994 lors des premiers scrutins démocratiques d'après l'apartheid en Afrique du Sud, l'implication de Madame Janet LOVE avec le droit électoral et les systèmes électoraux remonte à l'époque où elle était membre de l'équipe des négociations de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) et de l'Assemblée Constituante mise en place pour rédiger la Constitution de la République Sud-africaine de la période post-Apartheid.

Elle est détentrice, entre autres, d'une Licence en Sciences Politiques et Sociologie Industrielle (Université du Witwatersrand), d'un Master en Sciences en Gestion des Finances Publiques (Université de Londres), d'un Diplôme d'études supérieures en Economie (Université de Londres), d'un Diplôme d'études supérieures en Administration Publique et Gestion du Développement (Université du Witwatersrand) et d'un certificat ICDL en Informatique.

Vice-présidente de la Commission électorale en Afrique du Sud, elle vient à peine de terminer en avril 2023 son premier mandat débuté en 2016. En cette qualité, Madame LOVE avait en charge tous les aspects des opérations électorales - y compris l'inscription des électeurs et la compilation de la liste électorale ainsi que pour le vote à l'étranger. Elle devait également s'assurer que la technologie et les systèmes informatiques sous-jacents nécessaires aux opérations électorales étaient en place et que les ajustements requis et les améliorations prévues d'une élection à l'autre étaient mis en œuvre. Cela comprenait l'introduction du dispositif de gestion des électeurs, la coordination continue avec d'autres organes de l'État pour obtenir les adresses des électeurs et les processus de cartographie et de géocodage liés aux exigences légales en Afrique du Sud pour inscrire les électeurs dans leurs circonscriptions électorales.

Au cours de son mandat, elle a géré entre autres la stratégie et les processus d'engagement de la Commission électorale avec les principales parties prenantes (y compris les organisations non-gouvernementales et les confessions religieuses) et les mesures que la Commission devait prendre pour permettre l'inclusion des groupes marginalisés (y compris les personnes vivant avec un handicap) et pour garantir l'égalité d'accès des femmes à tous les aspects des élections.

Elle a participé dans plusieurs missions d'observation électorale, notamment en tant que membre des missions du Commonwealth (au Zimbabwe), SADC et de l'ECF-SADC (en RDC).

En 2013, elle avait reçu un prix de la *Women Development Foundation* pour les contributions personnelles qu'elle avait apportées à la démocratie constitutionnelle en tant que Membre du premier parlement démocratiquement élu.

2. Monsieur Muhabi Lufu CHISI (Malawi)

Détenteur d'un diplôme post-universitaire en Sciences avec spécialisation en informatique et statistiques (Université de Dublin, Irlande) et d'une Licence en Sciences, spécialité Informatique et Statistiques (Université de Malawi), Monsieur Muhabi Lufu CHISI est depuis Décembre 1999 jusqu'à ce jour le Directeur du Département des Technologies de l'Information et des Communications de la Commission électorale du Malawi. De ce fait, il a en charge toutes les questions de politique et de projets en matière de TIC et la supervision quotidienne du fonctionnement du département ICT de la Commission électorale. Il a piloté le projet ayant modernisé le registre de l'état-civil au Malawi et assuré la conversion du fichier électoral dans une base des données générales de la population.

Dans le cadre des échanges sud-sud, il a participé à plusieurs missions d'appui à la constitution et à l'audit des fichiers électoraux dans la SADC, l'expérience malawite servant de référence dans ce domaine.

En 2006, il avait fait partie de l'équipe d'assistance technique des TIC déployée auprès de la Commission électorale indépendante (CEI) de la RDC et travaillant en collaboration avec les Nations Unies et la Commission électorale indépendante sud-africaine. Il a également fait partie de l'assistance technique à la CENI RDC en novembre-décembre 2011 sous la bannière de la SADC ECF. Avec la SADC ECF, il a observé les élections générales du Lesotho en 2002, du Zimbabwe en 2013 et en Namibie en 2014.

3. Monsieur Joseph TOPANGU (RD Congo)

Diplômé en Géologie et Minéralogie (Université de Lubumbashi), Monsieur Joseph TOPANGU est entré dans le domaine électoral en 1994 au Mozambique, en tant que Coordinateur-Adjoint à l'ONUMOZ, la Mission des Opérations des Nations Unies au

Mozambique. La même année il observe les premières élections générales de 1994 en Afrique du Sud sous la bannière de l'UNOMSA, la mission d'observation Nations Unies en RSA.

Il était en poste au Burundi en tant que Directeur Pays de l'EISA dans la perspective des élections générales de 2005 et de 2010, et également Directeur Pays de l'EISA en Côte d'Ivoire (2009-2010). Il participe comme Analyste Politique aux élections générales du Liberia (2011) et des élections générales du Mozambique (2014). Il était en poste à Libreville (Gabon) de 2022 à 2023 où en tant que Consultant auprès de la Communauté des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), il faisait le monitoring des dynamiques politiques dans les pays comme la République du Congo, l'Angola, le São Tomé e Príncipe, la Guinée Equatoriale et la RD Congo.

Monsieur Topangu a participé dans plusieurs missions d'évaluation des processus électoraux et d'audit des fichiers électoraux sur le continent africain. Un parfait polyglotte, il parle couramment le Français, l'Anglais, le Portugais, l'Espagnol et les langues vernaculaires congolaises comme le Lingala et le Swahili

4. Monsieur Kabata Kabata KABAMBA (RD Congo)

Docteur en Sciences, spécialité Géographie Economique et Sociale (Université de Liège, Belgique), Professeur Kabata Kabata KABAMBA a une grande expérience non seulement dans les domaines de l'enseignement et la recherche, mais également de la pratique il a assumé d'importantes responsabilités professionnelles aussi bien dans les institutions étatiques que les organismes.

Il a été, entre autres, Secrétaire Général Académique de l'Ecole de Formation électorale en Afrique Centrale (EFEAC), Conseiller en Planification et Opérations, puis Expert en renforcement des capacités avec le Centre européen d'appui électoral (ECES) au Comores, en Guinée et en République Centrafricaine, Chef de Projet à la Cellule d'Appui Technique à la Réforme de l'Aménagement du Territoire (CAT), Coordonnateur de l'Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire au Ministère de l'Aménagement du Territoire.

Le Professeur KABAMBA a une expérience avérée dans le domaine électoral et une maîtrise extraordinaire du contexte et de dynamiques démographiques en RD Congo. Ses domaines d'expérience, d'expertise et de compétence incluent, entre autres, la gouvernance territoriale, la géographie économique et sociale, l'administration électorale et l'aménagement de zones d'activités et l'urbanisme opérationnel.

5. Monsieur Vianney NZANZU TAWITE (RD Congo)

Détenteur d'une Licence en Economie Mathématique (Université de Kinshasa), Vianney NZANZU TAWITE s'est spécialisé dans les logiciels d'analyse des données et en gestion des données, suivi et évaluation des programmes. Il a une bonne maîtrise technique des outils et/ou logiciels d'analyse statistique. Il a participé dans une multitude de projets d'échantillonnage et d'enquête de terrain dans les domaines de la démographie et de la santé.

En tant que Consultant, il a participé, entre autres, à la production des évidences pour le plaidoyer pour la mise en œuvre du Plan Stratégique National PF 2021-2025. Il a participé à la mise en exécution des projets dans de pays comme la Côte d'ivoire et le Kenya.

L'équipe ainsi constituée démarre sa mission par une réunion avec les Membres de la CENI au cours de laquelle ils vont, après échanges, valider l'agenda de travail de la mission d'audit du fichier électoral.

